

SUPPLEMENT A 'ALARME'
MAI 89

n ISSN 0994-6675

n° 5

L'ARME

15 fr

DE LA CRITIQUE...

FERMENT OUVRIER REVOLUTIONNAIRE

'PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSONS-NOUS, SUPPRIMONS LES POLICES, LES ARMEES,
LA PRODUCTION DE GUERRE, LES FRONTIERES, LE TRAVAIL SALARIE
ARMES, POUVOIR, ECONOMIE AU PROLETARIAT.'

COUPS D'ECLAIRS SUR

L'ETAT

(1ere partie)

PUBLICATIONS DU F.O.R

EN FRANCAIS

<i>Parti-Etat, stalinisme, révolution : G.Munis</i>	30,00
<i>Les syndicats contre la révolution : B.Péret, G.Munis</i>	30,00
<i>Les révolutionnaires devant la Russie et le stalinisme mondial (reproduction de l'édition de 1946) G.Munis</i>	30,00
<i>Le manifeste des exégètes (reproduction de l'édition de 1946) B.Péret</i>	30,00
<i>Fausse trajectoire de Révolution Internationale</i>	10,00
<i>Alarme spéciale organisation (n°13)</i>	5,00
<i>Alarme collection complète par 10 numéros</i>	40,00
<i>Pour un second manifeste communiste</i>	25,00
<i>Analyse d'un vide, cinquante ans après le trotskisme</i>	25,00

EN ESPAGNOL

<i>Jalones de derrota, promesa de victoria : G.Munis</i>	150,00
<i>Pro segundo manifesto comunista</i>	25,00
<i>Llamamiento y exhorto a la nueva generación</i>	15,00
<i>Trayectoria quebrada de Revolución Internacional</i>	10,00
<i>Explicación y llamamiento a los militantes, grupos y secciones de la IV internacional (1949)</i>	15,00
<i>Analisis de un vacío, cincuenta años despues, el trotskismo</i>	
<i>Los revolucionarios ante Rusia y el stalinismo mundial (1946)</i>	
<i>El SWP y la guerra imperialista (1945)</i>	30,00
<i>Reproducción por tema de "ALARMA" 1era y segunda serie (1958-1976) : Revolución social y luchas de clase en España, Consciencia revolucionaria y decadencia capitalista, Situación internacional y luchas proletarias, Rusia, China, Cuba y satelites ; C/U</i>	55,00

ECRIVEZ NOUS! PRENEZ CONTACT AVEC NOUS!
MILITEZ POUR LA REVOLUTION SOCIALISTE !

POUR TOUTE CORRESPONDANCE: FRANCE "ALARME" BP329
75624 PARIS CEDEX 13

ESPAGNE "ALARMA"(sans autres mentions)
APDO 5355
BARCELONA- ESPANA

LES PAIEMENTS DE PUBLICATIONS ET LES ABONNEMENTS DOIVENT ETRE
EFFECTUES A L'ORDRE DE: ALARME CCP N°151628 U PARIS

depot légal : 1° trim.89
directeur de publication
P. Maréchal
comm.paritaire 61890

* * * * *
 * *
 * COUPS D ' ECLAIRS *
 * *
 * SUR *
 * *
 * L ' ETAT *
 * *
 * * * * *

Peu de sujets ont donné lieu à une littérature aussi copieuse et abstruse comme celui de l'Etat. Au cours du dernier siècle et au début de l'actuel, on ne compte plus les livres, souvent très épais, intitulés Théorie générale de l'Etat ou quelque chose de similaire, parfois suivis, un peu à la manière kantienne, d'une Théorie particulière...

Elles ne se distinguent les unes des autres que par l'esprit libéral ou réactionnaire qui les inspire. Il y eu aussi, entre les deux guerres, des théories fascistes de l'Etat. Toutes, sans excepter les plus libérales, quoique chacune à sa manière, faisaient de l'Etat la représentation naturelle et suprême de la société. Aucune n'admettait la division sociale en classes riches et pauvres comme fondement principal et raison d'être de l'Etat. Ainsi elles ignoraient ou faisaient fi du fait que le Droit a toujours été le droit du plus fort, quelque chose d'imposé, et non pas une justice immanente. Michelet, qui l'admettait sans ambages, est bien plus profond que tous ces théoriciens et philosophes du droit et de l'Etat.

De cet énorme amas d'écrits, on ne peut tirer au clair que peu de choses ou rien du tout. Les auteurs qui réussissent à dire quelque chose d'intéressant, tel Herman Heller dans sa *Théorie de l'Etat*, ont recours à Marx et Engels, mais en rejettent les conclusions. Quant à *L'individu contre l'Etat*, de Spencer, il s'agit d'un plaidoyer de bourgeois fiers de leur prospérité face à leur propre Etat ; il ne dépasse guère l'opposition fiscale de chacun d'entre eux face à leur représentation collective. Aucun rapport avec l'individu noyé dans "la société", dont parle Marx. Spencer situe le sien dans une ligne sociologique qui fait de l'individu l'opposé de la société et à l'inverse, mutile le premier au nom de la seconde. Une telle orientation, théoriquement acceptée ou non, est encore présente de nos jours. C'est une pratique quotidienne de tous les Etats sans exception, ceux de Droit, les despotiques et les totalitaires en général. Ils ne se distinguent que par l'intensité de la violence exercée sur les individus, et par la quantité de sang versé. Car - il faut le dire tout de suite - colporter que le capitalisme est individualiste constitue un bobard d'autant plus énorme qu'il est admis à droite et à gauche.

Le capitalisme fabrique les hommes et leur psychologie en

série, comme des pièces de rechange. Un haut fonctionnaire, qu'il soit politique, administratif ou syndical, et un autre haut fonctionnaire, un bourgeois et un autre bourgeois, un savant et un autre savant, un ouvrier et un autre ouvrier, un policier et un autre policier, un escroc et un autre escroc, ont entre eux des psychologies similaires, desindividualisées, corporatives. Personne, même les plus favorisés par leur savoir et par un genre d'activité adaptée à leurs souhaits, n'a et ne peut avoir une individualité pleine. L'individualisme est un fruit à venir et il nécessite au préalable le communisme dans le domaine matériel. Il n'y a pas là un paradoxe, sauf pour ceux qui refusent de voir que l'épanouissement de l'esprit chez chacun, réclame l'entière satisfaction matérielle pour tous.

On ne peut découvrir que deux manières de considérer l'Etat en général et chacune de ses phases dans le temps et l'espace actuel. Soit comme une utilité sociale perpétuelle et dont on ne peut pas se passer, quelques soient ses avatars et ses métamorphoses, soit comme un organisme non social, mais d'oppression sociale, et toute autre fonction qu'il puisse accomplir porte la souillure de sa fonction principale, car elle lui est étrangère.

Tout d'abord, il est impératif d'affirmer, quoi qu'en disent des sociologues, des politologues et les philosophes, nouveaux ou pas, que la dite première conception est réfutée depuis le siècle dernier et l'est toujours dans ses variations modernes. On ne se réfère pas seulement à la réfutation des théoriciens du mouvement révolutionnaire, mais aussi à celle de mille et un lutteurs ouvriers par leur action-même, et avant tout à la réfutation apportée depuis lors par les événements historiques. Par suite, on parlera ici de la seconde conception, tout en faisant les allusions pertinentes à l'autre.

Aujourd'hui on passe souvent outre au problème des origines de l'Etat, comme s'il s'agissait d'un problème inextricable ou faux, d'une énigme sans clé ou de quelque chose sans importance pour en entreprendre l'étude. Par ailleurs, plus d'un érudit pense que l'Etat commence à l'âge moderne, plus ou moins lorsque Machiavel forgea la désignation qui est devenue universelle. D'après ça, les pouvoirs dominants de l'antiquité, Sumer, Babylone, l'Egypte, la Chine, la Crète, la Grèce, Rome, etc. ou ceux du Mexique ou du Pérou, n'ont pas la qualité d'Etat. On pourrait dire alors avec autant d'à-propos, que l'esclavage commence dès lors que les esclaves réduits en masse à l'esclavage l'ont marqué du nom de leur race. Par ce biais aux évocations hégéliennes, l'apparition de l'Etat à l'aube du capitalisme introduirait un ordonnancement social supérieur, une relation légale entre les différents secteurs d'intérêts dans chaque nation, qui représente un point d'arrivée dans l'évolution humaine. En réalité, on y aperçoit en filigrane les idées allant du *Contrat Social* jusqu'au consensus des sociologues, politiques et politicailleurs modernes. En voilà assez sur le problème pour l'instant.

D'après nous, taxer de faux problème celui de l'apparition de l'Etat, ou simplement l'écarter revient à nier intentionnellement ou involontairement, la possibilité de sa disparition. Personne certes, ne pourra démontrer, faits probants à l'appui, où et quand est surgi le premier semblant d'Etat. Tout de même, le développement si inégal de l'humanité sur les cinq continents nous offre en abondance des faits non seulement pour imaginer cette origine, le comment de sa formation, mais pour en avoir la certitude aussi. Un ouvrage bien volumineux serait nécessaire seulement pour consigner les cas des Etats dont l'apparition est observable depuis l'époque des grandes découvertes géographiques, jusque et y compris, la très récente "décolonisation". Tout d'abord, les minutieuses descriptions de presque tous les peuples primitifs (1) par les ethnologues et anthropologues, offre un matériel précieux et convainquant, ou même probant.

De l'Alaska à la Patagonie, de l'Atlas au Cap, des Dardanelles au Kamtchatka et au Japon, de même dans l'immense Océanie, chez tous les peuples primitifs, à de rares exceptions près, règne la règle de conduite de Dinks africains : "Le droit de prendre correspond à celui qui prône la force nécessaire pour le faire ; le droit de garder à celui qui en est capable"(2). La conduite des Etats les mieux institutionnalisés est encore identique. Le fameux "Tu ne tueras point, tu ne voleras point" que Moïse découvre bien tard, n'a jamais fait référence qu'à ceux du même groupe, tribu, nation, ou... bloc militaire. Les autres étaient, tout simplement, des ennemis. Il n'y a rien d'étonnant à ce que le nom que s'adjugent tant de groupes primitifs signifie homme, par opposition à ceux qui leur sont extérieurs, tenus pour féroces, hommes méchants dans le meilleur des cas, souvent diabls, mot qui probablement, tout au début, ne signifiait qu'étranger, par opposition à nous, nôtre. La dite règle morale renferme l'histoire entière de l'humanité depuis l'apparition de l'Etat, et de son abolition dépend l'avenir sans Etat.

La lecture des livres d'ethnologie devient ennuyeuse à force de présenter le même tableau avec des variantes secondaires. Il s'agit des populations sans Etat, ou même de communisme rudimentaire, sédentaire et agricole, ou nomade et en horde. Elles ont un chef de guerre, flanqué ou non d'un sorcier ou d'un conseil d'anciens. Elles ignorent le gouvernement proprement dit, mais le chef de guerre gagne en importance et autorité avec des actions d'attaque ou de défense, avec souvent un butin de guerre aussi, lorsqu'une attaque a été fructueuse. Le ou les groupes ou

(1) Je ne veux pas donner dans le préjugé terminologique des spécialistes actuels, qui s'abstiennent de parler des peuples primitifs ou bien qui collent des guillemets au mot pour ne pas offenser les désignés. Entre l'anthropophage et le communiant d'une quelconque religion, il y a certes communauté essentielle, mais que chacun choisisse, à moins de mettre anthropophage entre guillemets.

(2) Dictionnaire cité par Cummins, dans *The Bahr-el-Ghazal Dinks*, Journal of Anthropological Institute (U.K) XXXIV.p,155.

peuplades ne vivent pas trop isolés, les hostilités sont presque permanentes, même entre groupes dégagés du même tronc ancestral. Bien qu'il ne s'agisse pas de guerre dans le plein sens du terme, les raids ou assauts pour s'emparer de biens sont meurtriers, et parfois ruineux pour les vaincus, comparativement à leur population et leur avoir. L'hostilité, la haine envers les populations et les hommes étrangers, comportait comme corollaire la liberté et même le devoir de saccage, de les tuer, de les manger ou de les réduire en esclavage. Une population ou tribu prospère le devait à sa bonne chance dans les raids de saccage, et il s'ensuivait l'aptitude à se reproduire en plus grand nombre, ce qui représentait une capacité d'attaque accrue. A long terme, il ne pouvait subsister que les groupes dont le bilan entre les pertes dans les assauts subits et les gains dans les raids lancés, était positif, ou tout au moins par trop ruineux. Nous sommes encore là avec les balances du commerce extérieur, car le commerce mondial est la dernière réminiscence de l'inimitié primitive de chaque groupe humain face aux autres, ce qui n'exclue pas l'autre forme : la guerre. Que les groupes aient eu une production à eux, par la chasse et la cueillette, ou par la culture, ne diminue pas mais au contraire, renforce la validité du fait.

Le butin amassé chez d'autres groupes pouvait être distribué en portions égales ou bien selon les besoins de chacun des guerriers victorieux, ou encore gardé dans des magasins communs, pour une consommation ultérieure. L'équité entre les personnes du groupe, y compris le chef guerrier, le sorcier et les anciens, pouvait être parfaite. L'important, c'est que le groupe comme un tout vivait et se reproduisait, en partie au moins, aux dépens d'autres groupes. Dans la même foulée, l'importance du chef de guerre et ses acolytes, les guerriers, grandissait et devenait substantielle, à proportion de l'ampleur des acquis matériels dans les raids contre les groupes étrangers ou du succès dans la défense de leur propre groupe. Des centaines de cas sont connus où le chef de guerre, le sorcier, les tenants de la tradition et des légendes tribales, s'adjugent la part du lion dans le butin, ou bien ils en sont devenus les administrateurs. Tout au début, le pouvoir du chef cessait en même temps que la guerre, mais il révéla un net penchant à se transformer en pouvoir aux temps de paix, et même en dictature. Des rescapés des groupes vaincus se réfugiaient dans les montagnes, les zones arides ou des forêts impénétrables. Alors leur niveau de vie, leurs connaissances et leur marge de reproduction se retrécissaient. Cela a été vérifié dans de nombreux endroits du globe depuis le XVI^e siècle. Les indiens Guayaqui, du Paraguay, étudiés par Pierre Clastres sont un cas des plus frappant et tragique. Anciens agriculteurs d'après certains indices, ils sont retournés à la chasse, la cueillette et au cannibalisme, y compris le nécrophage. Ils sont en voie d'extinction et ceux qui restent sont exterminés par les colons blancs. L'hostilité entre les divers groupes humains, attaque aussi bien que défense, représente à elle seule un germe de différenciation catégorielle au sein-même de chaque groupe, perceptible à proportion du volume démographique, dépendant à son tour de la capacité d'attaque et de défense.

Seuls des groupes suffisamment éloignés des autres pour ne pas éprouver leurs assauts, pouvaient se soustraire à cet impératif-là de l'"étrangéité" multiréciproque. Mais il fallait en outre que leur capacité de subsistance et reproduction ait été suffisante pour se passer du saccage à leur tour. Tout de même, eux aussi se voyaient attaqués tôt ou tard, et le même processus de différenciation intérieur était entamé. Ces faits ne sont pas aujourd'hui sujets au moindre doute. Et la conclusion qui en découle en est d'une évidence plus que logique, observable en maintes occasions et divers lieux depuis quatre siècles.

Certes partout où un groupe humain a trouvé une expansion numérique et une force militaire d'une certaine importance, il a assujetti d'autres groupes, tantôt les réduisant en esclavage, tantôt les rançonnant par un tribut, ou bien s'imposant à eux en tant que caste ou classe dominante. Le chef des envahisseurs devenait le centre d'un corps social hiérarchisé, et les gens de son ethnie s'installaient en qualité d'aristocratie. On ne fait là que transcrire presque textuellement ce qui a été étudié par bon nombre d'ethnologues et anthropologues et se trouve confirmé à cette époque historique, et à un niveau supérieur, par des centaines d'invasions qui ont fait de l'envahisseur la classe sociale riche et gouvernante. Bien longtemps avant d'être un Etat de Droit, même rudimentaire, l'Etat existe de fait, par imposition militaire.

Malgré les interprétations psychologiques inspirées de *L'avenir d'une illusion* (Freud), Etat et religion, la croyance en Dieu comprise, apparaissent comme des faits coercitifs, nullement acceptés de bon gré, bien avant que soit élaborée leur représentation consciente en tant qu'idée, ou même leurs règles coercitives propres. C'est une piètre conception, celle qui conclue à une nécessité humaine de protection par le Père Eternel, au lieu d'y déceler un assujettissement par la force, auquel on n'a pas pu se soustraire, et auquel on s'est résigné, dans une extension temporelle, géographique et démographique.

Non moins mal fondée, l'idée de voir dans le jeu, le germe qui fait pousser l'Eternel, ce que fait Huizinga dans son *Homo ludens (el juego y la cultura)*. Les cas de simulacre de bataille connus représentent une confirmation d'alliance entre anciens ennemis, ou bien la subordination du vaincu à la suite de batailles antérieures, et non pas fictives, tels la enlèvements simulés de femmes bien connus. C'est une équivoque sinistre que de confondre le "jeu" de la lutte à mort avec le jeu comme activité spontanée, d'apprentissage et création de valeurs culturelles. Huizinga, par contre, n'envisage pas le jeu de l'esprit intérieur à tout un chacun, et le plus important de tous. D'après une ancienne tradition, Zeus jouait aux dés, ses partenaires étaient des fainéants de son accabit. Il avait fallu la révolte de Prométhée pour que quelque chose revienne en partage au commun des hommes.

A Sumer, les Patesi, ou chefs gouvernants, sont des conquérants, des chefs de guerre qui légifèrent, peut-être pour la

première fois dans l'histoire, sur la condition d'exploitation et de domination de leurs voisins vaincus. Voilà le droit qui entre en scène (voir Jacques Pirenne : *la civilisation sumérienne*) En Egypte, l'époque pharaonique marque une rupture nette par rapport à l'époque antérieure. Rien ne confirme la supposition d'un développement autonome, évolutif depuis l'époque Naga, antérieure au quatrième millénaire, à l'époque pharaonique. (*l'Egypte avant les pyramides*. Editions des musées nationaux français. 1973). En Chine, l'organisme coercitif apparaît comme contrecoup de la lutte pour l'hégémonie entre des clans d'une même origine, prolongée par les hostilités entre des coalitions de tribus. Au Bouthan, les monastères-forteresses étaient aussi, il n'y a pas longtemps, des greniers et des centres de gouvernement. En Inde, la pénétration aryenne s'est imposée aux pouvoirs existants, plus ou moins organisés, et les a poussés vers la division en castes, qui accablent encore le pays malgré leur récente abolition formelle. Quiconque sait que dans le Nouveau Monde, Incas et Aztèques étaient des castes militaires d'envahisseurs. S'agissant des tant vantés Mayas, l'un des spécialistes les plus réputés, Thomson, pense qu'ils arrivèrent au pays en qualité de conquérants; ils ont soumis la population indigène (à supposer qu'elle ait été elle-même indigène). La formation des cités grecques, après les invasions successives d'Achéens, Hellènes et Doriens, a eu lieu au seuil-même de l'époque historique.

Enfin, s'agissant de Rome, personne, pas même Mommsen, n'a parlé jusqu'à présent plus nettement que Montesquieu dans ses *Considérations sur les causes de la grandeur et de la décadence des Romains*.: "Peuplade sans commerce et sans arts, le seul moyen de s'enrichir était le pillage. Une fois établie la discipline dans la manière de piller les particuliers, Rome imposa aux vaincus l'obligation de fournir à ses guerriers une paie, des céréales et de l'équipement".

Par ailleurs, la lecture de documents archivés permet à ceux qui le désirent, de s'informer sur le mode de constitution de l'Etat en Amérique au lendemain de la conquête : une troupe de guerriers espagnols, jamais très nombreuse, s'assemblait, proclamait la municipalité au nom de la Couronne, d'après les règles en vigueur en Espagne, rédigeait un procès-verbal et nommait les membres du consistoire, c'est-à-dire les conseillers municipaux. La même procédure était appliquée, qu'il s'agisse de lieux ayant appartenu à un Etat indigène ou d'une nouvelle fondation dans un lieu inhabité. C'était un Etat des Espagnols et pour l'exploitation espagnole des vaincus, auquel accédèrent, seulement après, certaines catégories supérieures d'indiens, c'est-à-dire des conquérants antérieurs. Il n'y a là rien de différent de ce qui est survenu quelques six mille ans auparavant en Mésopotamie, en Egypte ou en Asie, excepté le système économique et politique imposé. Si le soleil ne se couchait jamais sur les domaines espagnols, les despotes et rois d'une époque si lointaine s'auto-proclamaient "seigneurs des quatre points cardinaux". Beaucoup plus réel, toujours dans le même sens, et dernier épisode de cet avatar humain, il y a le "leadership"

mondial des Etats-Unis. Lui aussi a émergé de deux guerres, les plus meurtrières de l'histoire de l'homme de Cro-Magnon... sans autre rival -susceptible d'être considéré comme tel- que la zone russe du monde, puissance surgie de la somme d'une contre-révolution et de la dernière guerre impérialiste.

Que la première forme organisée stable de l'Etat provienne de la guerre, ou plus concrètement, de la réglementation durable du domaine du groupe vaincu par leurs vainqueurs, cela a été dit auparavant. C'est introduit dans *L'idéologie allemande* et aussi dans *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*. C'est devenu une vérité reconnue par de nombreux anthropologues, sociologues et même ethnologues. On peut trouver là-dessus maintes citations dans *La guerre dans les sociétés primitives, son rôle, son évolution*. de Maurice R.Davie (Payot 1931).

Toutefois, on doit aller plus en arrière dans le temps et dans les conditions de vie des hommes génératrices de l'Etat. Vu le panorama universel de combat et de saccage, de tout ethnie ou groupe de population face à tout autre, ce qu'on appelle étrangeté multiréciproque (inimitié, antagonisme), la conviction s'impose qu'un tel pillage, non seulement préfigure l'Etat, mais qu'il comporte, dès lors, l'essentiel de sa matérialité : écrasement physique des faibles par les forts, assujettissement social, exploitation.

Une tribu ou une fédération de tribus pouvait ignorer en son sein l'exploitation pendant un temps quelconque, voire vivre en vraie communauté, sans Etat donc ; mais par rapport aux tribus ennemies, le pillage avait une fonction coercitive, exploitatrice et para-étatique. L'inversion des rôles ne changeait rien à la signification de ce fait. Pour que l'Etat devienne un fait permanent et légal, stratifié en classes de haut en bas, il n'a fallu que la cohabitation des vainqueurs et des vaincus sur le même territoire. Ce qui avant, était occasionnel, butin hasardeux de razzia ou de guerre formelle, devenait alors flux continu bien plus abondant, Droit légal des vainqueurs à s'approprier les biens des vaincus et exploiter le produit de leur travail. Le développement de la capacité de production, c'est-à-dire, de la consommation pour une minorité, eut son point de départ dans le saccage et s'implanta par l'utilisation ininterrompue des vaincus comme instrument de production additionnel. A partir de ce fait, l'histoire humaine relative à l'Etat jusques aujourd'hui, et aussi longtemps que l'Etat subsistera, apparait sans difficulté. Ce fait est également chargé de signification dans la perspective de disparition de ce même Etat.

Dans *La société contre l'Etat*, Pierre Clastres a cru voir un dessein intuitif, sinon une volonté délibérée, d'empêcher le surgissement de l'Etat chez quelques tribus sud-américaines, les Tupi-Guaranis surtout. Il transpose l'affirmation gratuite de Bakounine relative aux peuples slaves, qu'il considérait exempts de tout penchant dominateur, c'est-à-dire étatique, tout au contraire des peuples germaniques. Il n'est pas possible de

réfuter ici la *Philosophie de la chefferie indienne* (1), fondement du raisonnement de Clastres, si fragile qu'il offre contre lui-même une abondante matière. Aucun des groupes de population qu'il a étudié n'échappe aux caractéristiques ici définies, à cette inimitié multiréciproque qui a fait d'eux, partout et toujours, tôt ou tard, des saccageurs ou des saccagés, des dominateurs ou des dominés possibles, selon les contingences. La société contre l'Etat ? Certes, mais c'est une affaire révolutionnaire d'aujourd'hui, impossible dans le passé, parce que c'est seulement dans la société actuelle que le poids des facteurs d'unité humaine mondiale dépasse -et largement- celui des facteurs ancestraux de division, d'hostilité et de vol, dont l'hérédité se trouve matérialisée dans l'Etat, et qui se déverse en océans de sang lors des guerres inter-nations.

On connaît à l'Etat des aspects et des métamorphoses innombrables. Dans une même catégorie, il varie à l'infini, pourrait-on dire, sans que disparaisse le dénominateur commun d'origine : gendarme et législateur de privilèges matériels, politique et culturels, imposés par la force brute. Qu'à l'origine, il y ait eu une force défensive ou offensive, ne change rien à l'affaire et importe le moins du monde pour ce dont il s'agit ici. La force brute est comme voilée dans le système actuel, par le fait même de son opérativité économique, qui force les uns à la création d'une plus-value énorme, afin que d'autres en profitent et l'administrent à leur gré. La force brute s'y trouve établie en tant que forme organique de la société. Ceux qui nient ce rôle de l'Etat en général, ou tant soit peu de l'Etat démocratique et de Droit, sont des pessimistes ténébreux, même si ce n'est pas l'intérêt qui se sert de leur bouche. Ils présentent comme une fatalité ou comme une Loi de la Nature, l'exploitation et les classes, et tout ce qu'elles charrient de néfaste et dégradant pour l'individu et la société.

A notre époque précisément, la métamorphose de l'Etat est en train de porter au paroxysme ces conséquences-là. Le résumé de toutes les métamorphoses et modifications de classes antérieures ne sera pas fait dans cet article. Dans sa relation essentielle avec la société, l'Etat représente un buttoir, un barrière sans au-delà, l'accomplissement exhaustif d'un cycle humain de six ou dix mille ans d'histoire. Parmi les primitifs, un chef prestigieux était celui qui avait organisé des raids fructueux, tué, fait mangé ou fait prisonnier le plus grand nombre d'hommes d'autres groupes. Sa parole ou celle un congénère devenait l'exemple, la vérité légendaire incontestable, dont la contestation n'était possible que par imposition de la vérité d'un autre groupe. Une fois atteinte une certaine prospérité, la mort du chef donnait souvent lieu à l'assassinat rituel de ses proches et servants, qui l'accompagnaient dans la tombe. Les potentats du XX^e siècle, capitalistes privés ou hauts bureaucrates, sont enterrés individuellement, mais avant leur mort, ils ont sucé la santé et

(1) Titre du dernier chapitre du livre de Clastres. Il y sera fait mention dans un livre dont ces pages ne sont que l'ébauche.

la vie même sur l'arène mondiale, sous forme de plus-value, et donné la mort dans les guerres, à des millions et des millions de personnes. Et s'ils ne mangent plus de chair humaine, il la dévorent sous forme de travail salarié, ils vomissent des investissements, tout comme leurs semblables romains vomissaient des mets après leurs banquets, et ils recommencent à dévorer du muscle et de la moëlle sous l'aspect de bénéfices, de croissance industrielle et de Pouvoir. Les formes et les proportions quantitatives ont beaucoup changé, pas le contenu. Sous cet aspect, il est en train de se "perfectionner", mais il devient impossible d'imaginer une forme d'Etat plus oppressive encore. Une chose paraît certaine tout de même : si on le laisse aboutir à la "perfection", l'humanité ne redressera pas la tête pendant de longs siècles.

En sa qualité d'organisme capitaliste, l'Etat apparaît à l'époque médiévale, avec les coutumes et formes de Droit de villes mercantiles soustraites au droit féodal. Leur multiplication, leur affermissement, leur unité et leur alliance avec la monarchie alla de pair avec l'augmentation et la dominance de la richesse meuble et monétaire, face à la richesse foncière, celà est bien connu. Moins remarqué est le fait singulier de la présence dans un même territoire et pendant longtemps, de deux systèmes de classes et de deux Droits : celui des féodaux et celui des bourgeois. Bien qu'au début il y ait eu des empoignades et même des affrontements militaires entre les villes et les féodaux qui prétendaient les vassaliser, les bourgeois citadins apprirent rapidement à acheter de la main à la main leur tolérance ; procédé que la monarchie absolue mettrait largement à profit grâce à l'impôt dont étaient exempts la noblesse et le clergé, ainsi que par les rentes et dons gracieusement accordés aux nobles. Bien avant de se révolter contre une telle situation, la richesse de la classe nouvelle était nettement supérieure à celle de vieille et corrompue noblesse. L'élimination de celle-ci en France, radicale parce que révolutionnaire, constitue un exemple unique dans l'histoire de l'ascension du capitalisme. Dans tous les autres pays d'Europe, les révolutions ou tentatives de révolution bourgeoise ont surtout servi à ce que la noblesse et l'église abandonnent leurs méthodes d'exploitation médiévales et s'intègrent à celles du capitalisme, bien plus rentables. Cette circonstance fit du Code Napoléon, par excellence, la loi de la propriété bourgeoise et le fondement de son Etat.

Cas particulier, la généralisation du capitalisme en Russie n'échappe à la règle ci-dessus que pour y retomber dans des circonstances aggravantes et très importantes. Son capitalisme est une variante de l'ancien, en correspondance avec sa nature réactionnaire caractéristique, tout aussi bien qu'avec la nature décadente du système à l'échelle mondiale. La généralisation du capitalisme adopte là la forme étatique, la seule que lui consentait la révolution de 1917, à moins d'une restauration militaire extérieure ou intérieure. De plus, elle était la plus adaptée au degré de concentration atteint par le capital international. Ainsi donc, elle s'est introduite en qualité de

réaction à l'appel communiste d'Octobre 17. Après celui-ci, les résidus de noblesse et de bourgeoisie réémergent sous l'aspect de fonctionnaires et de collaborateurs des fonctionnaires par alliances familiales. Base structurelle et superstructure politique s'y trouvent fondues et confondues.

La succession bien connue des systèmes en Europe : esclavage, féodalisme, capitalisme, montre une relation entre l'homme et la nature, marquée par l'exploitation de l'homme par l'homme. Par conséquent, il s'agit d'une relation indirecte et par là-même, fausse. Peu importe que l'implantation des deux premiers systèmes ait été partielle géographiquement, ni pour l'instant, que le mode de rapport social ou d'exploitation soit différent dans les trois cas. Ce qui apparaît plus important, c'est la tendance unificatrice -universaliste dirait un philosophe de l'histoire- des civilisations gréco-romaine et capitaliste, le féodalisme se présentant comme un particularisme de lieux-dits et de fiers-à-bras seigneuriaux, un retour en arrière et une période de magma socio-culturel, où le troisième système irait en cristallisant. On peut dire que le monde gréco-romain, acheminé, au tournant d'un siècle donné, vers une impasse historique, se serait désagrégé dans la féodalité, laquelle aurait permis, avec la marche du temps, la composition moléculaire d'une nouvelle société. Il n'y a là rien de téléologique, bien au contraire, car les types sociaux, à l'instar des espèces du monde organique, peuvent évoluer ou muter dans un sens peu ou pas du tout viable. Le féodalisme germa dans le monde gréco-romain. Les invasions barbares lui donnèrent son aspect final, non sans avoir tenté, en vain, de gouverner l'Empire. La violence et l'oppression caractéristiques de l'Etat, essaimées dans des milliers de foyers, intensifia son arbitraire au lieu de l'affaiblir. Et la relation avec la nature devint encore plus mesquine et fausse.

Il a été dit et démontré surabondamment que le système capitaliste se caractérise par la propriété privée des instruments de production les plus importants, ce qui engendre la marchandise-homme par le truchement du travail salarié, et sur cette base, la production générale des biens -et des mentalités- en tant que marchandises. L'Etat qui lui est afférant, tout en n'étant pas un organe direct et servil des capitalistes, exerce la surveillance sur la bonne marche de l'ensemble. Il est aussi propriété privée, de par le fait ostensible, quoique non légiféré, que les bourgeois et leurs servants seuls, ont pu accéder aux postes dirigeants, aussi bien sous le couvert du suffrage universel et d'une Constitution que sans eux. De toute façon, l'esclavage du travail salarié, introduit et généralisé par le capitalisme, d'abord en Europe, puis partout après, est moins inhumain que les formes antérieures d'esclavage. Et ce qui importe le plus, il ouvre des horizons jadis insoupçonnés. Corrélativement, l'Etat capitaliste consent des libertés mesquines et trompeuses en elles-mêmes, tout comme son système, mais qu'aucun autre type social antérieur n'atteint, même pas Athènes pour les habitants libres. Pour la première fois, se présente la possibilité d'établir une relation directe, véridique, entre l'homme et la nature. Un livre de

Laffon-Monteil (Payot 1938), intitulé *d'Hammourabi à Rockefeller*, permet d'observer une tendance, toujours sans lendemain, vers l'apparition du capitalisme, depuis les temps babyloniens. Cette fois, nous y sommes plongés, il nous étouffe. A ce sujet, on peut consulter également l'importante oeuvre de Rostovzef sur l'histoire économique et sociale du monde gréco-romain.

Rien ne vérifie aussi exactement le rapport étroit entre la base économique d'un système et son dispositif étatique, que l'évolution du capitalisme. Etant donné la dualité sociale qui est à sa source (capital-salariat), la société où nous vivons ne pouvait se développer que par l'augmentation du capital, d'un côté, et des hommes salariés de l'autre. Et ainsi, jusqu'à la concentration du capital en grandes compagnies monopolistes. A la même allure, l'Etat a centralisé ses fonctions, mettant la main sur l'économie et augmentant, ouvertement ou subrepticement, la répression politique orientée contre les révolutionnaires. C'est aussi le moment où le capitalisme a envahi toute la surface de la Terre, en introduisant la vente et la production de marchandises, ainsi que les Etats et les régimes politiques ad hoc. Les différences de niveau n'ont pas plus d'importance que celles existant à l'intérieur d'un pays industrialisé quelconque.

Il s'agit de truismes rappelés simplement pour la cohérence de l'ensemble. L'important, ce qui est nouveau pour la conception de l'Etat avec son système fondamental, commence dès-lors que ce stade-là reste en arrière. La fin de celui-ci et le commencement du stade actuel n'ont pas une démarcation temporelle précise, mais elle est devenue absolument évidente une fois que nous y sommes bien entrés, après la seconde guerre mondiale. La croissance du capital et de la production par le truchement du travail salarié, adopte à partir de là des caractéristiques négatives qui faisaient défaut aux stades antérieurs. Le capitalisme mute son ancien caractère progressif en régressif, y compris dans les zones du monde où son installation est encore rudimentaire. En effet, si l'on ne veut pas vider de contenu la notion de progrès, ou de développement d'un type de civilisation, il est impératif de déterminer le maximum qu'il est susceptible d'offrir aux hommes. Le critère doit être objectif, intrinsèque au système lui-même, pas à ses accidents, ni à une quelconque estimation subjective, même si le subjectif, lorsqu'il atteint un domaine presque général, constitue l'ultime détermination, au mieux, ... et au pire aussi.

Mais il est indispensable de préciser, tout d'abord, ce qu'on doit comprendre comme développement d'une civilisation. Non par son extension territoriale, ni sa croissance économique en elles-mêmes, mais une extension et une croissance qui améliorent la situation matérielle, culturelle et politique de la population en général, de ses couches pauvres en particulier. Autrement dit, qui aténue les traits négatifs du système tout en favorisant involontairement son propre dépassement. Il doit s'agir d'un développement social dans tous les aspects contenus dans la société, avec comme référence, l'homme, seule mesure possible. Or

l'extrême limite de développement a été atteinte dès lors que les facteurs caractéristiques de son devenir (économique, politique, culturel, volitif) permettent le saut à un type supérieur, le passage de l'évolution à la révolution. C'est en ce sens que Karl Marx parlait du capitalisme comme d'un système provisoire, de transition à une société communiste.

Que ce maximum ait été atteint depuis longtemps, ne peut être mis en question, sauf par ceux qui font de la croissance industrielle et du savoir scientifique le critère principal, voire unique, du développement capitaliste. Les connaissances techniques et scientifiques, leurs applications réalisées -sans parler de celles possibles- suffisent aujourd'hui pour supprimer mondialement, en peu d'années, les différences économiques, réduire à moins de la moitié le temps de travail, tout en portant le niveau culturel moyen au-delà du meilleur actuellement. A l'inverse, technique et science sont utilisées à contre-sens, pour perpétuer les inégalités existant dans tous les domaines, empirer à dessein la qualité des produits, les produits de mort exceptés, pour prostituer la culture et les consciences individuelles (télévision, radio, presse, enseignement orienté ou coercitif, fichage informatique de la population). Ainsi donc, le développement social apporté par le capitalisme vire dans le sens opposé. La croissance industrielle a des répercussions négatives dans la vie quotidienne par ses caractéristiques actuelles, bien au-delà de la pollution et autres nuisances. Elle tient l'homme chaque fois plus serré à la gorge, et par conséquent, il s'agit d'une croissance réactionnaire. Par-dessus le marché, le dispositif belliciste franchit toutes les bornes imaginables quant à la négativité, même en faisant abstraction des armes atomiques. Le taxer de réactionnaire semble peu de chose, une vacuité. En effet, comment qualifier une utilisation de la science qui permet à la haute hiérarchie du système de désintégrer tout organisme vivant, du protozoaire à l'homme, par la simple pression d'un bouton, aussi facilement qu'on écrase une fourmi ? Criminel, assassin, humanicide semblent des termes doux, insignifiants. Cependant, le dernier des termes suggère une association très éloquente. La décadence des civilisations qui se sont avérées incapables d'en engendrer une autre supérieure à elles-mêmes, après l'aboutissement de leur parcours de développement, les vouait à une décomposition graduelle, mais cela n'empêchait pas, à terme, des poussées civilisatrices dans d'autres zones. Seul le savoir sous la coupe du capitalisme, de son Etat, mène, non plus à la décomposition décadente de la civilisation inaugurée depuis des décennies, mais à l'extermination de la vie... à moins que la révolution communiste n'y coupe court. En tout cas, il suffit que cette menace soit suspendue sur nos têtes -chose indéniable- pour conclure : la civilisation capitaliste a largement dépassé sa marge de développement ; la mettre à mort révolutionnairement constitue la seule issue physique et culturelle possible pour la société mondiale et pour chacun des individus la composant. Ce sera une démarche civilisatrice par excellence. L'essentiel du système, c'est ce qui est entré en putréfaction, la production fondée sur le capital et le salariat. Mais l'épicentre de la

putréfaction du système, c'est l'Etat.

A l'étape que nous vivons, l'Occident tout comme l'Orient, il est devenu beaucoup plus pertinent de parler de l'Etat capitaliste et son système, que du système capitaliste et son Etat. C'est un fait que l'Etat gouverne et domine la société à discrétion. Pour le moment, il ne se heurte à aucun autre obstacle que celui, figuré mais non évanoui, d'un futur mouvement de révolte prolétarienne. Les tractations entre les différents secteurs intégrés dans le système, partis 'ouvriers' et syndicats compris, loin d'être un tant soit peu un contrepoids au despotisme étatique, lui font escorte par leur fausse opposition, tandis qu'ils assoupissent le prolétariat. En outre ils se considèrent eux-mêmes les héritiers des monopoles, et de la police, ce qui inspire leurs agissements. L'autonomie relative qui caractérisait autrefois les capitaux privés, face à l'Etat, et de celui-ci face aux capitaux privés, s'est effacée depuis la dernière guerre. L'Etat est devenu le maître de cérémonie incontestable dans tous les domaines de la -de sa- société, projection économique, politique, législative, judiciaire, informative, désinformative, aussi bien que dans le domaine militaire. Le Léviathan vanté et craint tout à la fois, n'est pas pour demain ; il met en oeuvre ses fonctions destructrices et cannibales sous nos yeux quotidiennement. Par ce biais, l'Etat actuel condense en lui toutes les turpitudes de l'histoire humaine : l'étrangéité multiréciproque, le saccage entre hordes, tribus, clans, l'anthropophagie alimentaire et rituelle, les despotismes asiatiques, africains, pré-colombiens du Nouveau Monde, l'esclavage des anciennes civilisations, le servage féodal, ou comme corollaire les formes économiques et répressives du capitalisme naissant et florissant aussi.

Je ne signale pas ici une nation quelconque, mais toutes sans exception, sans tenir compte de l'acquis économique, technique, policier, etc. Les nouveaux pays "indépendants" reproduisent, aggravés presque toujours, le totalitarisme et la corruption des métropoles, car ils sont engendrés par un type social en sénescence. On peut donc, et l'on doit, parler d'un Etat mondial, mais de contenu inverse à celui que lui attribue H.Lefèbre. Brouillon comme un théologien et la tête toujours pleine de faux-fuyants comme tout stalinien contrit, Lefebvre trouve dans l'Etat mondial de nos jours, une tendance "au mode d'existence métaphysique" et il signale dans l'oeuvre de Staline, c'est-à-dire dans l'Etat russe, "une révolution faite d'en haut" (dans *L'Etat dans le monde moderne*. Ed.10-18.Paris 1976).

L'oeuvre de Staline a une grande importance, oui, très grande même, mais en tant qu'oeuvre contre-révolutionnaire dans tous ses aspects. Sans elle, il est impossible d'imaginer comment le système mondial aurait réussi à faire face, et même mettre en déroute, à l'offensive révolutionnaire du prolétariat entre les deux guerres impérialistes, déclencher la seconde et rendre inertes ses exploités pendant presque un demi-siècle ! L'enchaînement des faits qui vont de la contre-révolution

stalinienne en Russie à la défaite de la révolution internationale, et de celle-ci à la guerre de 1939-1945, et ainsi jusqu'à l'inactivité si prolongée de la classe ouvrière, explique exhaustivement la malodorante situation actuelle, croissance industrielle tératologique et totalitarisation de l'Etat comprises.

L'interprétation théorique de l'Etat ne peut pas se faire en l'isolant comme entité, mais en l'envisageant dans son devenir historique qui à son tour, représente l'entité. Autrement on tombe dans la divagation idéaliste, ou bien, cas le plus fréquent aujourd'hui, dans une méprisable disculpation d'anciennes attitudes personnelles au cours du déroulement historique ; c'est utiliser la théorisation pour le service privé de l'écrivain. Or l'oeuvre de l'Etat russe n'est pas celle de Staline tout seul, mais celle de tout l'appareil bureaucratique dans les frontières russes et à l'extérieur également. Elle représente une adaptation des intérêts contre-révolutionnaires postérieurs et antérieurs à 1917, du degré de concentration économique et de résignation du prolétariat, requis à l'échelle mondiale pour toute croissance capitaliste importante, ainsi que pour maintenir en vie le système. Par le truchement de la propriété privée, rien d'important ne pouvait se réaliser. La contre-révolution mit le capitalisme russe à jour avec le capitalisme le plus concentré d'Occident, les surpassant même, hormis la compétence technique et administrative. L'énormité rétrograde du stalinisme réside dans le fait que, depuis la décennie 20 tout au moins, la production de capital, à plus forte raison sa concentration, allait à l'encontre du développement humain et même de simples potentialités non-capitalistes de sciences et techniques.

Les dérivations négatives d'un tel fait n'appartiennent pas toutes au passé ; d'autres, non moins graves, nous menacent, non seulement dues à la présence de rénégats du stalinisme (tous plus ou moins faux) induits par le "Rapport Khrouchtcheff", mais aussi à la nouvelle issue réactionnaire offerte par le régime russe au monde entier.

(A suivre)

G .MUNIS